

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens:

[NBB.stat](#)

[Information générale](#)

Comptes nationaux 2019

- La croissance économique s'élève à 1,7 % en 2019
- 76 000 emplois ont été créés
- Le déficit public se creuse à 1,9 % du PIB, mais le taux d'endettement (définition de Maastricht) continue de baisser, pour revenir à 98,1 % du PIB
- Après un déficit en 2018, la Belgique dégage à nouveau un excédent vis-à-vis du reste du monde, à hauteur de 0,5 % du PIB

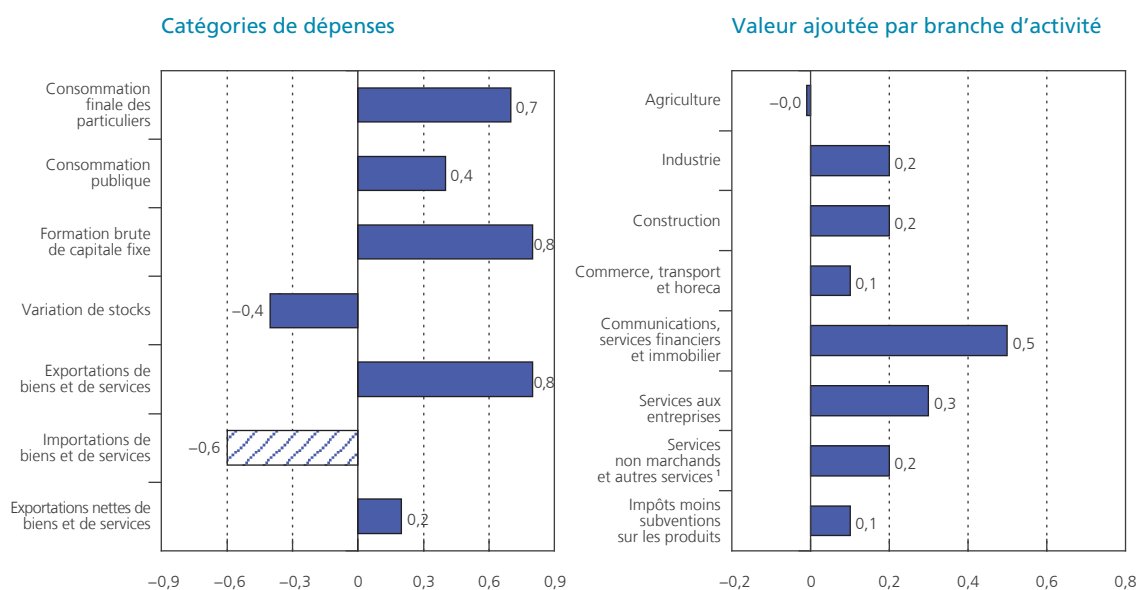
L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie, ce 19 octobre 2020, de nouvelles données des comptes nationaux annuels détaillés et des comptes des administrations publiques pour les années 2016 à 2019. Les résultats complets sont disponibles sur le site internet de la Banque, en consultant la publication des [comptes nationaux](#) et celle des [administrations publiques](#), ainsi que la base de données statistiques NBB.Stat.

Une croissance économique de 1,7 % en 2019, toujours portée par la demande intérieure

En 2019, le produit intérieur brut de l'économie belge a progressé de 1,7 % en volume, après s'être accru de 1,8 % un an plus tôt.

CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PIB EN VOLUME EN 2019

(points de pourcentage)



Source : ICN.

¹Administration publique, enseignement, santé et action sociale et autres activités de service.

En 2019, la croissance économique a encore été soutenue par la demande intérieure, en particulier par le renforcement des investissements (+3,4 %), qui apportent la plus forte contribution à la croissance (0,8 point de pourcentage).

Portés par des conditions de financement toujours très favorables et par la bonne santé financière des entreprises – leur taux de marge plafonne depuis quatre ans à près de 43 % –, les investissements des entreprises ont été particulièrement soutenus par des projets non résidentiels (dans presque toutes les branches) et d'infrastructure (dans l'éolien notamment). En outre, les investissements en logements ont été très dynamiques (+5,2 %), à la faveur de la combinaison de taux hypothécaires bas et de changements législatifs en Flandre. En revanche, les investissements publics ont nettement ralenti en 2019, après la forte progression de 2018 liée à la phase haute du cycle électoral au niveau local.

Malgré une progression encore forte du revenu disponible des ménages sous l'effet notamment de l'incidence baissière du tax shift sur les impôts sur le revenu, le soutien apporté à la croissance par la consommation privée a diminué en 2019 (0,7 point de pourcentage contre 1 point en 2018). Cette dernière a en effet été grevée par la contribution négative de la consommation de gaz et d'électricité – l'hiver ayant été doux – et de vêtements. Ces évolutions ont contribué au redressement du taux d'épargne des ménages, le premier depuis dix ans.

Les exportations de biens ont augmenté modérément, tout en restant dynamiques dans les produits pharmaceutiques grâce au succès de la mise sur le marché mondial d'un nouveau vaccin. Les exportations de services ont montré un net rebond, enregistrant les croissances les plus fortes dans les services d'assurance, de construction, de R&D (soutenus par un important accord de collaboration belgo américain dans la recherche pharmaceutique) et dans les services informatiques. La progression des importations de biens s'est inscrite en retrait de celle des exportations, mais le contraire a prévalu pour les importations de services, notamment au niveau du tourisme, où les dépenses de voyage des belges à l'étranger continuent de croître plus rapidement que celles des étrangers en Belgique. Au total, la contribution des exportations nettes de biens et de services à la croissance a été légèrement positive (0,2 point de pourcentage).

Quant à la contribution négative des stocks, elle provient en partie de l'évolution dans l'industrie pharmaceutique, qui avait constitué d'importants stocks en 2018, notamment en prévision du Brexit.

La croissance est toujours tirée par les services marchands, en particulier les communications, les services immobiliers et financiers, dont la contribution atteint 0,5 point de pourcentage.

Suivent les services aux entreprises, où la dynamique de créations d'entreprises dans certaines branches d'activité, telles que les services d'architecture et d'ingénierie et les services de soutien à la construction, a eu une incidence positive sur la croissance (contribution de 0,3 point de pourcentage).

L'industrie, la construction et les autres branches de services ont contribué à la croissance à raison de 0,2 point environ chacune. Dans l'industrie, le secteur pharmaceutique est le moteur de la croissance, notamment grâce au lancement réussi d'un nouveau vaccin, tandis que dans les services non marchands, ce sont principalement les services publics et d'action sociale qui ont stimulé l'activité.

Enfin, à la suite de la diminution de la valeur ajoutée en volume dans les transports, la branche « commerce, transports et horeca » n'a contribué à la croissance qu'à hauteur de 0,1 point.

Avec 75 600 emplois créés en 2019, le marché du travail a continué de faire preuve de dynamisme

L'emploi intérieur a encore progressé de 75 600 unités en 2019 (+1,6 %) après avoir augmenté de 69 600 unités en 2018 (+1,5 %) ; depuis le dernier retournement en 2013, la création nette d'emplois atteint près de 335 000 personnes en termes cumulés.

L'accélération observée entre 2018 et 2019 est provenue tant de l'emploi salarié, qui a augmenté de 61 100 personnes (+1,5 %), que de l'emploi indépendant, qui s'est accru de 14 500 personnes (+1,8 %).

Les créations d'emplois se sont surtout matérialisées dans les services administratifs et de soutien (+15 700 personnes ou +3,1 %), dans la santé et l'action sociale (+13 180 personnes ou +2,1 %) et dans les transports (+7 300 personnes ou +2,8 %), tandis que l'emploi a continué de reculer dans les services financiers (-2 400 personnes ou -2,0 %).

Un déficit public de 1,9 % en 2019 et une dette publique de 98,1% du PIB

Le solde de financement des administrations publiques s'établit à -1,9 % du PIB en 2019, contre -0,8 % du PIB l'année précédente.

Cette détérioration provient presque exclusivement de la diminution de 1,3 points des recettes exprimées en pourcentages du PIB, qui s'établissent à 50,1 % du PIB. La baisse des recettes s'explique principalement par le repli des recettes fiscales et parafiscales (-1,2 % du PIB) et plus particulièrement de l'impôt direct, tant des sociétés (-0,6 % du PIB) que des ménages (-0,6 % du PIB). Après la hausse des versements anticipés des sociétés en 2017 et en 2018 (à la suite du relèvement des pénalités en cas de versements insuffisants), la perception résiduelle de l'impôt des sociétés réalisée par voie de rôles enregistre une forte baisse, tandis que les mesures du tax shift compriment les recettes d'impôts directs des ménages. En revanche, les impôts indirects (13,4% du PIB) et les cotisations sociales effectives (13,3% du PIB) sont restés stables.

Le ratio des dépenses primaires augmente de 0,1 % du PIB par rapport à 2018, pour ressortir à 50,1 % du PIB. Cette évolution des dépenses primaires en pourcentage du PIB résulte essentiellement de la croissance des prestations sociales et du maintien à un niveau élevé des investissements publics.

Sous l'effet d'une nouvelle contraction du taux implicite, les charges d'intérêts régressent de 0,1 % du PIB, pour représenter 2,0 % du PIB.

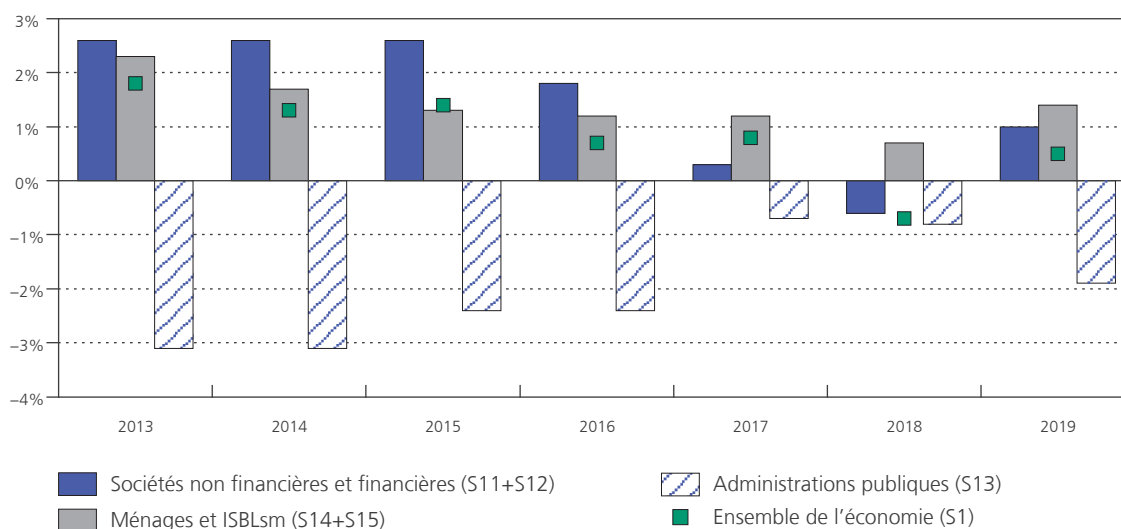
La dette publique (définition de Maastricht) a atteint 98,1 % du PIB à la fin de 2019, ce qui représente une contraction de 1,7 points de pourcentage du PIB par rapport à 2018. Ce recul découle des facteurs dits endogènes, mais la contribution du surplus primaire est bien moins importante que les années précédentes. Il a été renforcé par l'effet de l'écart positif entre la croissance nominale du PIB et le taux d'intérêt implicite sur la dette publique.

Un solde de financement à nouveau en excédent

Après un déficit inhabituel en 2018, la Belgique a, dans son ensemble, à nouveau dégagé un surplus de financement vis-à-vis du reste du monde en 2019, à hauteur de 0,5 % du PIB. La détérioration du déficit des pouvoirs publics a en effet été plus que compensée par l'amélioration du solde de financement des sociétés et des particuliers.

SOLDES DE FINANCEMENT

(pourcentages du PIB)



Source : ICN.

PRINCIPAUX RESULTATS

	2016	2017	2018	2019
Activité et demande (pourcentages de variation en volume)				
PIB	1,3	1,6	1,8	1,7
Valeur ajoutée				
Agriculture	-7,1	4,3	-15,2	-1,7
Industrie et énergie	-1,1	1,0	-1,5	2,2
Construction	0,1	1,5	5,1	4,2
Services	1,5	1,7	2,5	1,6
Dépenses				
Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBL au service des ménages	1,6	1,9	1,9	1,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,5	0,1	1,2	1,7
Formation brute de capital fixe	4,2	1,4	3,4	3,4
<i>Entreprises</i>	5,4	1,6	2,8	3,2
<i>Logements</i>	2,6	1,0	1,5	5,2
<i>Administrations publiques</i>	-0,6	1,0	11,1	1,2
Variation des stocks ⁽¹⁾	0,3	0,0	0,3	-0,4
Exportations de biens et de services	6,2	5,5	0,6	1,0
Importations de biens et de services	7,5	5,2	1,3	0,8
<i>p.m. Exportations nettes de biens et de services ⁽¹⁾</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>
Emploi (variations en milliers de personnes)				
Salariés	45,7	60,5	56,4	61,1
Indépendants	12,2	12,8	13,2	14,5
Total	57,9	73,2	69,7	75,6
Finances publiques (pourcentages du PIB)				
Recettes	50,8	51,3	51,4	50,1
Dépenses primaires	50,4	49,7	50,0	50,1
Charges d'intérêt	2,7	2,4	2,1	2,0
Besoin (-) de financement	-2,4	-0,7	-0,8	-1,9
Dette publique (définition Maastricht)	105,0	102,0	99,8	98,1

Source : ICN.

¹ Contribution à la croissance du PIB
